



Assemblée générale

Distr. limitée
30 novembre 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Deuxième Commission

Point 94 de l'ordre du jour

Environnement et développement durable

**Projet de résolution présenté par le Vice-Président de la Commission,
M. David Prendergast (Jamaïque), sur la base de consultations
officieuses tenues au sujet du projet de résolution A/C.2/53/L.21**

Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972, par laquelle elle a décidé de créer le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement,

Rappelant également les résultats et les décisions de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21, et, en particulier, les paragraphes 119 et 122 à 124 du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21¹,

Rappelant en outre la Déclaration de Nairobi sur le rôle et le mandat du Programme des Nations Unies pour l'environnement que le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement a adoptée à sa dix-neuvième session²,

Ayant examiné le rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa cinquième session extraordinaire³,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa cinquième session extraordinaire et les décisions qu'il contient³;

¹ Résolution S/19-2, annexe.

² *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 25* (A/52/25), annexe, décision 19/1, annexe.

³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 25* (A/53/25).

2. *Prend note en particulier* de la décision SS.V/2 du Conseil d'administration sur la revitalisation, la réforme et le renforcement du Programme des Nations Unies pour l'environnement, y compris des domaines d'intervention du Programme proposés par le Directeur exécutif, dans la ligne de la Déclaration de Nairobi sur le rôle et le mandat du Programme des Nations Unies pour l'environnement, ainsi que des autres domaines de priorité du Programme arrêtés par le Conseil d'administration à sa dix-neuvième session;

3. *Se félicite* de l'adoption par la Conférence de plénipotentiaires réunie le 11 septembre 1998 à Rotterdam de la Convention sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause concernant certains pesticides et produits chimiques dangereux faisant l'objet d'un commerce international, et prend note du fait que les fonctions de secrétariat de la Convention sont, à titre provisoire, assurées en commun par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en attendant que les parties à la Convention se prononcent sur l'emplacement du secrétariat;

4. *Se félicite aussi* de la tenue, à Montréal (Canada) en juin 1998, de la première session du Comité intergouvernemental de négociation d'un instrument international juridiquement contraignant visant à soumettre à une action internationale certains polluants organiques persistants, et se félicite en outre du rôle positif joué par le PNUE dans le domaine de la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques et, plus particulièrement, des efforts qu'il a déployés en qualité de secrétariat de la Convention en ce qui concerne les négociations relatives à la Convention sur les polluants organiques persistants;

5. *Souligne* que le Programme des Nations Unies pour l'environnement a été et doit continuer d'être le principal organe des Nations Unies chargé des questions d'environnement et qu'il doit jouer, en matière d'environnement, le rôle de chef de file mondial, qui indique la marche à suivre au niveau mondial dans ce domaine, qui favorise la mise en oeuvre cohérente du volet environnement du développement durable dans le cadre du système des Nations Unies et qui a autorité pour défendre l'environnement mondial;

6. *Se félicite* de la décision SS.V/6 du Conseil d'administration, ainsi que des décisions adoptées par l'Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial à sa réunion d'avril 1998 et par le Conseil du Fonds à sa réunion d'octobre 1998, concernant le rôle du PNUE vis-à-vis du Fonds pour l'environnement mondial, et se félicite aussi de sa collaboration avec le Fonds en ce qui concerne les ressources en eau douce, par exemple l'évaluation internationale des eaux dans le monde, et en ce qui concerne les activités visant à lutter contre la dégradation des sols qui relèvent des domaines d'intervention du Fonds;

7. *Engage* le Directeur exécutif du Programme à poursuivre la réforme du Programme, considère, comme souligné dans la Déclaration de Nairobi, qu'afin d'exécuter son mandat, le Programme revitalisé a besoin de ressources financières adéquates, stables et prévisibles et, à cet égard, souligne les rapports entre l'excellence, la pertinence et la rentabilité de l'exécution des programmes, la confiance faite à l'organisation et, partant, l'aptitude accrue du Programme à attirer un financement;

8. *Engage aussi* le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement à redoubler d'efforts pour mobiliser au besoin des ressources financières supplémentaires auprès d'autres donateurs, afin de permettre la mise en oeuvre des domaines prioritaires du PNUE, conformément à la Déclaration de Nairobi sur le rôle et le mandat du Programme et sous réserve de l'accord du Conseil d'administration.